

L'évaluation, un analyseur de nos régressions

Jean Blairon
directeur de l'asbl RTA¹

En analyse institutionnelle², un analyseur est un objet qui, dans une situation, sert de révélateur des conflits de valeurs, des controverses qui structurent la situation, des rapports de force qui déterminent les relations entre acteurs.

Ainsi, dans les années soixante, en matière d'intervention institutionnelle, l'argent était souvent considéré comme un analyseur ; parler d'argent au début d'une intervention (Combien ça coûte ? Combien ça vaut ? Qui nous paie ?), permettait à des intervenants comme René Lourau ou Rémi Hess de révéler aux yeux des acteurs un état de la demande, un degré de mobilisation ou de participation, un ordre d'importance ou de priorité.

La thématique de l'évaluation nous paraît constituer pareillement dans de nombreux champs un analyseur extrêmement efficace des conflits et des rapports de pouvoir qui y sont actifs. Le domaine de la formation professionnelle continuée des adultes, telle qu'elle est pratiquée par le secteur associatif, n'échappe pas à ce fonctionnement ; la manière dont « l'évaluation » y est promue, s'y pratique ou s'y propage nous renseigne sans ambiguïtés sur un nombre préoccupant de régressions que subissent ces acteurs.

Une régression théorique

A la suite des mouvements culturels des années soixante qui avaient mis en question, parfois avec excès, l'exercice d'un pouvoir qui pouvait se révéler abusif ou arbitraire, l'analyse institutionnelle avait réussi des avancées critiques significatives en la matière. Jacques Ardoino, dès les années 80, est allé le plus loin dans cette direction. Sa distinction canonique entre contrôle et évaluation reste une référence incontournable. Le contrôle, toujours descendant, dans une relation inégale, permet de vérifier la conformité à des procédures prévues ou à des résultats attendus. On peut le considérer comme démocratique s'il s'exerce en référence à des normes (des « formats d'épreuve » dirait Luc Boltanski) suffisamment précises pour permettre des recours et si les contrôleurs sont prêts à se confronter à la proposition d'autres épreuves jugées plus pertinentes, par exemple par les contrôlés eux-mêmes.

L'évaluation quant à elle est une réflexion ouverte (on cherche à découvrir ce que l'on ne comprend pas) sur le sens et la valeur de l'action qui implique, de manière égale, tous les protagonistes concernés (et singulièrement les bénéficiaires).

Un rapport démocratique entre Etat et associations, par exemple, se mesure au fait qu'il existe un contrôle correct et une évaluation effective, sans que l'un et l'autre ne soient confondus³. Nous sommes en la matière très loin du compte.

1 RTA est une association d'éducation permanente et un OISP créée en 1973 par les mouvements ouvriers namurois ; l'asbl est membre de la coordination de l'action associative en matière d'insertion sociale et professionnelle « FORM'ACTION » mise en place par le Réseau Wallon de Lutte contre la pauvreté.

2 Nous nous sommes basé dans cet article sur une série de travaux auxquels nous nous sommes consacrés depuis une vingtaine d'années. La plupart d'entre eux sont consignés dans notre magazine d'intervention *Intermag.be*. On y trouvera notamment un essai d'actualisation de l'analyse institutionnelle (« L'institution comme passion de réalisation » <https://intermag.be/120>), des dossiers consacrés aux travaux des sociologues du travail Jean-Pierre Le Goff et Danièle Linhart, ainsi que de nombreux articles consacrés à l'évaluation et au contrôle (notamment « Jeux et enjeux du contrôle » et « Quelle politique d'évaluation dans les associations ? ». Les critiques réalisées par Pierre Bourdieu dans ses deux ouvrages *Contre-feux* (Paris, Raisons d'agir) constituent à nos yeux une référence centrale pour la compréhension des *politiques de dépolitisation* qui constituent un des points-clés du succès actuel du néo-libéralisme.

3 N'est-ce pas en quelque sorte ce qu'entend promouvoir la « charte associative » ?

Ce qu'on appelle aujourd'hui « évaluation » est en fait un contrôle qui ne dit pas son nom, qui reste en partie opaque et n'entend guère les critiques qui sont adressées aux épreuves qui prétendent l'incarner.

Ainsi « l'évaluation » des EFT et OISP par rapport aux « résultats » mesurés en termes de mises à l'emploi n'a que peu de cohérence par rapport au marché de l'emploi (où la raréfaction domine⁴), ni à l'organisation supposée du dispositif « intégré » d'insertion (nous pensons à sa linéarité tout artificielle), ni surtout par rapport aux lois élémentaires de la statistique (le nombre de référence des emplois à pourvoir n'est jamais pris en compte).

Une régression symbolique

L'analyse institutionnelle a toujours été très pratiquée par et dans les associations. Nombre d'entre elles, depuis les années cinquante, ont ainsi pris des initiatives en matière d'auto-critique et de surveillance des excès de pouvoir (notamment à l'encontre des bénéficiaires). La pratique de l'évaluation, au sens que nous avons rappelé ci-dessus, y a donc été toujours très active.

Par une bien curieuse amnésie, il semble à certains (notamment aux marchands d'« évaluation », comme les cabinets d'audits et d'expertise en tous genres), au contraire, que les associations soient une peuplade sous-développée à convertir à l'efficacité et à la rationalité.

Les promoteurs d'une « modernisation » à tous crins procèdent à de pareilles inversions dans tous les domaines : les conquêtes sociales sont présentées comme des archaïsmes qui freinent les « échanges » ; les démanteler devient ainsi un « progrès ».

Du coup, les innovateurs peuvent être dépossédés de leur savoir-faire, et être « invités » à se « moderniser », c'est-à-dire à se convertir au courant dominant (dont ils constituent pourtant la critique).

Une régression politique

Ce « renversement de toutes les valeurs » serait risible s'il n'était pas le signe de régressions politiques extrêmement préoccupantes.

Beaucoup de sociologues du travail reconnaissent à la relation de travail une double dimension collective. En premier lieu, le travail est une contribution à la construction de la société (il possède **toujours** une dimension altruiste ; le travailleur est par cette entremise relié à la vie de la collectivité). En second lieu, l'efficacité du travail est en grande partie due à des ajustements collectifs et solidaires, à des inventions du groupe ouvrier ; il s'agit bien là d'un **apport en capital** (culturel en l'occurrence) qui est extrêmement dénié.

La « culture de l'évaluation » qui s'adosse à un découpage (le plus souvent abscons d'ailleurs) du travail en « compétences » permet de s'attaquer à cette double dimension collective.

En prenant le chemin de l'individualisation (négociation individuelle des salaires, en référence à des « compétences » et des objectifs personnalisés), cette « évaluation » concourt à l'**atomisation** de la classe ouvrière décidée par le patronat dans les années soixante-dix. En découplant le travail en supposées « compétences », on **instrumentalise** la pratique et on la coupe irrémédiablement de sa riche dimension contributive et altruiste à la société (c'est-à-dire qu'on restreint violemment son sens et sa valeur).

Certes, il peut être utile de procéder à des « contrôles de niveau » en cours d'apprentissage ; mais rien ne demande de faire passer ce qui n'est qu'un moyen pour de « l'évaluation » (soit une réflexion ouverte, collective et collégiale sur le sens et la valeur de ce qui est en jeu).

Une régression sociale

Les formations dispensées dans le cadre du DIISP s'articulent volontiers à une prétendue

4 La thématique des « métiers en pénurie », très ambiguë, constitue souvent un écran de fumée par rapport à cette tendance lourde de la raréfaction (et de la dégradation des relations et des conditions de travail) ; elle mériterait à elle seule une analyse que la taille de cet article ne nous permet pas.

objectivation qui serait permise par l'« évaluation » des compétences des « apprenants » : on pense ainsi aux « seuils » d'admission édictés (souvent de manière peu transparente) par tel ou tel opérateur.

Mais on peut légitimement se demander si cette « objectivation » (souvent de façade) a quoi que ce soit de mobilisateur.

Redisons ici avec force que la formation des adultes a toujours eu pour visée de refuser un état des choses (comme des inégalités sociales et culturelles criantes) et qu'elle doit toutes ses victoires à une **rencontre** assumée entre des protagonistes qui décident de « lier leur sort » pour refuser un état du présent.

La formation en EFT/OISP se base aussi sur une telle rencontre (les stagiaires ne rejoignent-ils pas un combat associatif ?), sur une semblable mobilisation, sur un pareil refus. Bref, sur une dynamique **subjective forte**.

Lorsque certains missionnaires de l'« évaluation » veulent imposer aux associations une culture « objectivante » des compétences, ils demandent à celles-ci, ni plus ni moins, de **prendre l'eau du bain pour le bébé**, en privant ainsi les associations du ressort même de leurs combats et de leur efficacité. Pense-t-on vraiment que la **privation de sens** que promeut une telle « culture » sera capable de rouvrir le champ des possibles pour les moins favorisés ? Ou cette « culture » de l'« évaluation » n'a-t-elle d'autre but que de confirmer et de justifier les inégalités existantes ?

Une aggravation des asymétries

Ce qu'on appelle à tort « évaluation » dans la sphère d'intervention des EFT/OISP est donc le théâtre de bien des régressions. Les contrecarrer est des plus difficile, dans la mesure où cette « modernisation » (certains osent même dire « professionnalisation ») des pratiques s'opère avec beaucoup de violence symbolique : ceux qui résistent sont taxés, selon les disciplines mobilisées, de « psycho-rigides résistant au changement », d'acteurs archaïques défendant des privilèges impayables, de critiques irresponsables, etc.

Qu'il s'agisse de l'« évaluation » de l'action des EFT/OISP par les services publics (eux-mêmes agents du DIISP par ailleurs), de l'« évaluation » des stagiaires par les opérateurs, de l'« évaluation » des travailleurs eux-mêmes par leur hiérarchie, les régressions sont pourtant partout bien visibles, et ce, dans un contexte de plus en plus asymétrique : pendant que l'on compte les mises à l'emploi, que l'on mesure les « compétences » des demandeurs d'emploi, ailleurs dans le monde social aucune épreuve ne vient interroger la pertinence de l'**éjection systématique de l'emploi**, y compris pour accroître les plus-value des actionnaires.

Le thème de l'évaluation donne ainsi toute la mesure des rapports de force de plus en plus violents et inéquitables qui traversent la société. Que leur renversement paraisse hors d'atteinte aujourd'hui ne doit pas nous faire oublier que quelques semaines avant mai 68, un journaliste décriait : « la France s'ennuie ». Certes, aujourd'hui, toute l'Europe « évaluée »... jusqu'à quand ?